

CONJONCTURE ECONOMIQUE EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Actualisation au 28 août 2025

L'activité progresse au 2^e trimestre 2025. Au niveau national, le PIB accélère quelque peu (+0,3 %). Dans la région, les enquêtes de conjoncture font état d'une hausse de l'activité dans la majorité des secteurs d'activité. Cependant, le marché du travail se rétracte. L'emploi salarié se replie de nouveau au 1^{er} trimestre 2025 (-0,3 %) et le taux de chômage augmentent également. L'intérim, qui est un indicateur avancé de la situation économique, continue de se replier sur ce début d'année 2025. Au 2^e trimestre 2025, la demande d'emploi de catégorie A diminue nettement en raison d'évolutions administratives. Au 1^{er} semestre 2025, Les procédures collectives diminuent tandis que les plans de sauvegarde de l'emploi augmentent.

1

► L'ACTIVITE ACCELERE UN PEU 2^E TRIMESTRE 2025

Le produit intérieur brut (PIB) français en volume accélère quelque peu au 2^e trimestre 2025 (+0,3 % après +0,1 %), tiré une nouvelle fois par la contribution des variations des stocks¹. La consommation des ménages augmente modérément ce trimestre et l'investissement diminue. Le commerce extérieur contribue négativement à la croissance : les exportations rebondissent légèrement ce trimestre et les importations accélèrent. Par ailleurs, le climat des affaires reste morose en juillet. Il est globalement stable dans l'industrie, le bâtiment et les services. Il s'améliore dans le commerce de gros mais se replie dans le commerce de détail et d'automobiles.

UNE HAUSSE D'ACTIVITE EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Dans la région, d'après les enquêtes de conjoncture de la Banque de France², la production industrielle augmente au 2^e trimestre 2025. Cette tendance se poursuit pour le mois de juillet. La production est vigoureuse dans l'industrie agroalimentaire et la fabrication d'équipements électriques et électroniques. Après une augmentation sur les cinq premiers mois de l'année 2025, l'activité dans les matériels de transports se replie en juin et juillet en lien notamment avec la fermeture de certains sites pour des opérations de maintenance. Cependant, les commandes demeurent à des niveaux faibles.

¹ La variation des stocks en comptabilité nationale est un indicateur économique qui traduit l'évolution de la réserve de biens stockés dans une économie sur une période donnée. Cette variation mesure l'accroissement ou la diminution des stocks de matières premières, de produits en cours de fabrication ou de produits finis.

²« [La conjoncture en Bourgogne – Franche-Comté](#) », Tendances régionales, Banque de France, avril 2025.

Dans les services marchands, l'activité est en légère hausse au 2^e trimestre et se stabilise en juillet. Sur ce dernier mois, elle progresse dans tous les secteurs à l'exception de l'hébergement et la restauration où elle diminue nettement.

L'activité dans le bâtiment est globalement stable au 2^e trimestre 2025 ainsi qu'en juillet. Les carnets de commandes augmentent.

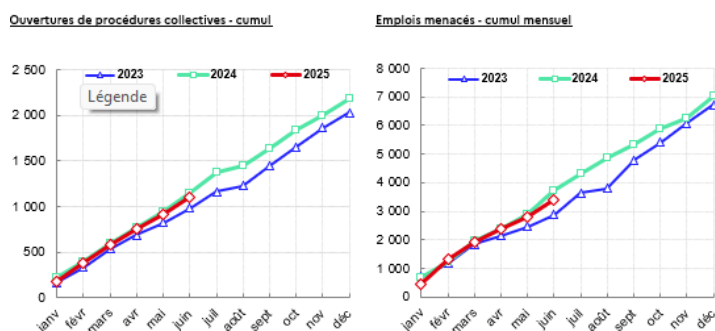
LES PROCEDURES COLLECTIVES DIMINUENT TANDIS QUE LES PLANS DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI AUGMENTENT

Le nombre de défaillances d'entreprises est moins important entre janvier et juin 2025 qu'à la même période en 2024 ainsi que les emplois menacés par ces procédures. Près de 1 100 procédures collectives ont été ouvertes dans la région entre janvier et juin 2025 (sauvegarde, redressement judiciaire, liquidation judiciaire directe) contre environ 1 380 sur la même période en 2024 (-4,2 %). Le nombre d'emplois menacés diminue également en un an : près de 3 400 salariés travaillent dans une entreprise faisant l'objet d'une procédure collective, soit -8,7 % sur un an.

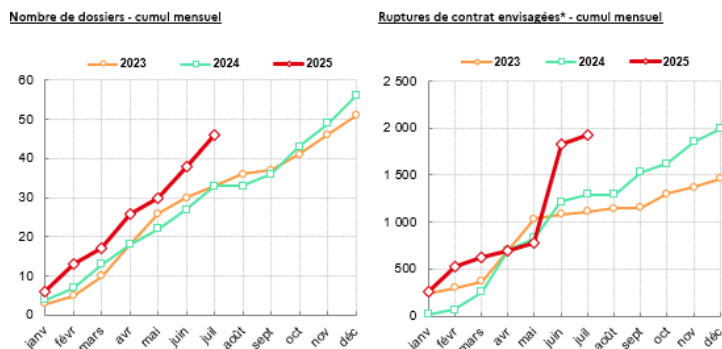
Le nombre d'emplois menacés augmente dans la moitié des départements de la région à savoir en Côte-d'Or, dans le Doubs, l'Yonne et le Territoire de Belfort.

Bien que leur nombre soient peu élevé, les ruptures de contrats de travail envisagées dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) augmentent nettement entre janvier et juillet 2025 par rapport à cette même période en 2024 : 46 plans de sauvegarde de l'emploi (+39,4 % en un an) avec 1 927 ruptures de contrat envisagées (+49,3 % en un an).

Procédures collectives RJ ou LJ directe



Plan de sauvegarde pour l'emploi



*Ce nombre de suppressions de postes est celui indiqué après validation de la procédure par l'autorité administrative. S'il n'y a pas d'informations sur le nombre de suppressions on prendra s'il existe le nombre envisagé à l'ouverture du dossier.

Source : DGEFP-Dares – SI RupCo.

Champ : tous les établissements de la région impactés par un PSE /RCC dans notre région ou ailleurs

PEU DE RECOURS A L'ACTIVITE PARTIELLE

Le dispositif d'activité partielle permet aux établissements confrontés à des difficultés temporaires de diminuer ou de suspendre leur activité, tout en compensant en partie la perte de salaire de leurs salariés. Le maintien de l'emploi et des compétences au sein des entreprises doit leur permettre ainsi de redémarrer plus rapidement leur activité. Au 1^{er} trimestre 2025, le recours à l'activité partielle est faible. Il reste cependant relativement élevé dans la métallurgie. Il progresse nettement dans le travail du bois.

Une consommation d'activité partielle limitée en 2025

	janv.-24	févr.-24	mars-24	avr.-24	mai-24	juin-24	juil.-24	août-24	sept.-24	oct.-24	nov.-24	déc.-24	janv-25 *	févr-25 *	mars-25 *
Décisions d'autorisations															
Nombre d'établissements couverts	400	424	398	366	318	294	276	250	280	296	301	301	290	304	319
Heures autorisées	902 431	921 165	884 479	854 272	739 344	785 777	872 632	766 203	776 936	931 821	738 356	861 051	854 987	771 622	827 089
Nombre de salariés couverts	33 738	34 671	33 069	32 635	30 192	29 768	28 552	28 271	29 152	27 252	26 241	26 191	24 762	24 000	24 255
% salariés couverts	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	2%	2%
Demandes d'indemnisations															
Nombre d'établissements	223	236	228	199	189	169	160	89	148	178	159	194	178	172	193
Heures indemnisées	212 534	277 387	185 237	178 967	161 145	108 906	110 424	37 120	80 429	126 536	77 744	148 114	120 906	79 400	97 443
Nombre de salariés indemnisés	8 316	8 329	7 734	7 076	6 557	4 293	4 892	1 618	2 905	4 425	2 443	5 521	4 041	2 527	2 870
% salariés indemnisés	1%	1%	1%	1%	1%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	1%	0%	0%	0%
Taux de consommation															
heures indemnisées / heures autorisées	24%	30%	21%	21%	22%	14%	13%	5%	10%	14%	11%	17%	14%	10%	12%

Source : DGEFP-Dares

*Les données sont provisoires. À partir du mois de janvier 2025 elles sont estimées à partir du SI APART.

Avertissement : les consommations de l'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées en raison des remontées tardives des entreprises ; celles-ci ayant un an pour demander leur indemnisation.

LE MARCHE DU TRAVAIL SE RETOURNE

LE RECUL DE L'EMPLOI SALARIE SE CONFIRME AU 1^{ER} TRIMESTRE 2025

Au 1^{er} trimestre 2025, l'emploi salarié recule de nouveau (-0,3 % après -0,4 %). Au niveau national, il est quasiment stable (-0,1 %). Dans la région, l'emploi public est stable après avoir diminué au trimestre précédent. L'emploi salarié diminue dans la plupart des secteurs d'activité. La baisse est particulièrement marquée dans le transport et l'entreposage (-0,8 %). L'emploi salarié diminue de nouveau dans la construction (-0,7 %) et les services immobiliers (-2,6 %) en lien avec faible dynamisme économique de ce secteur. Dans l'industrie, le repli se concentre principalement dans la fabrication des autres produits industriels (-0,7 %), en particulier dans la métallurgie et l'industrie du bois.

L'emploi et le chômage en Bourgogne-Franche-Comté

T1 2025	Emploi salarié		Taux de chômage	
	Effectifs (en milliers)	évol. trim.	Niveau	évol. trim.
Côte-d'Or	224	-0,3%	5,8	0,1
Doubs	197	-0,3%	7,3	0,4
Jura	87	-0,2%	5,4	0,2
Nièvre	64	0,0%	6,9	0,2
Haute-Saône	68	-0,3%	6,7	0,2
Saône-et-Loire	191	-0,4%	6,7	0,3
Yonne	109	-0,3%	7,3	0,1
Territoire de Belfort	48	-1,2%	9,1	0,3
Bourgogne-Franche-Comté	990	-0,3%	6,7	0,2
France hors Mayotte	27 036	-0,1%	7,4	0,1

Sources : Insee, estimations d'emploi. Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim. Traitement Sese Dreets Bourgogne-Franche-Comté.

L'emploi salarié recule dans presque tous les départements de la région à l'exception de la Nièvre où il est stable. La hausse des effectifs dans les services marchands hors intérim et l'intérim permet de compenser les pertes dans les autres secteurs d'activité.

La baisse de l'emploi salarié est particulièrement marquée dans le Territoire de Belfort (-1,2 %) où les baisses d'effectifs dans la construction et l'industrie sont les plus élevées. Le repli de l'emploi salarié dans l'industrie s'explique notamment par le transfert de personnel au sein de Stellantis, depuis le site de Bessoncourt vers celui de Sochaux dans le Doubs.

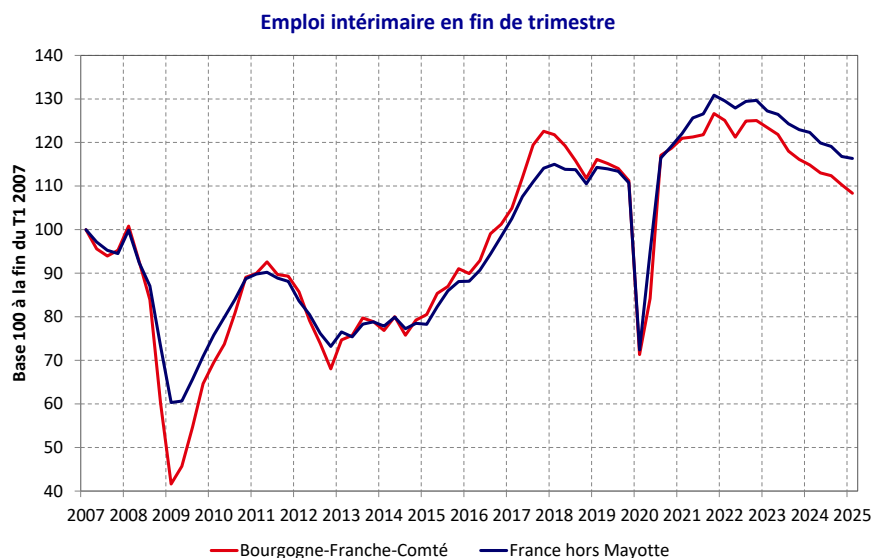
Le taux de chômage au sens du BIT augmente également au 1^{er} trimestre 2025 dans la région (+0,2 point) alors qu'il est stable en France. Il s'élève à 6,7 % de la population active et reste à un niveau faible. Le taux de chômage augmente dans l'ensemble des départements de la région, en particulier dans le Doubs, le Territoire de Belfort et la Saône-et-Loire.

L'INTERIM DIMINUE DE NOUVEAU ET RETROUVE SON NIVEAU DE FIN 2019

Environ de 31 400 intérimaires sont comptabilisés fin mars 2025 dans les entreprises de travail temporaire de la région. L'emploi intérimaire se replie de nouveau ce trimestre : -1,9 %, soit 620 intérimaires en moins. Il retrouve ainsi un niveau proche de fin 2019. Au niveau national, le nombre d'intérimaires recule moins fortement (-0,5 %). Ce repli est comparable au trimestre précédent mais il est plus marqué qu'au niveau national (-0,5 %). L'emploi intérimaire rebondit dans le Territoire de Belfort (+4,3 %), dans la Nièvre (+3,5 %) et dans une moindre mesure dans le Jura (+0,4 %). Il se replie dans les autres départements de la région, en particulier en Saône-et-Loire (-5,3 %).

Le recours à l'intérim des établissements de la région, qui reflète davantage l'activité économique diminue dans les mêmes proportions que l'emploi intérimaire (-2,0 %).

L'intérim (recours et emploi) diminue principalement dans la construction et les activités scientifiques ; services administratifs et de soutien.



Sources : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim, traitement Sese DREETS Bourgogne-Franche-Comté.

LA DEMANDE D'EMPLOI DE CATEGORIE A DIMINUE NETTEMENT A LA SUITE D'ÉVOLUTIONS ADMINISTRATIVES³

La demande d'emploi se replie fortement au 2^e trimestre 2025 en Bourgogne-Franche-Comté : -2,7 % pour les catégories ABC et -7,1% pour la catégorie A. En France métropolitaine, elle diminue un peu moins fortement : -2,2 % pour les ABC et -5,7 % pour la A.

La baisse de la demande d'emploi en catégorie A s'observe dans tous les départements de la région : de -5,1 % dans le Territoire de Belfort à -8,3 % dans l'Yonne.

Évolution de la demande d'emploi en Bourgogne Franche Comté

	2e trim 2024	1er trim 2025	2e trim 2025	Variation trimestrielle	Variation annuelle
Demande d'emploi					
catégorie A	101 060	116 530	108 240	-7,1	7,1
catégorie B	31 950	30 480	31 520	3,4	-1,3
catégorie C	62 810	62 170	63 860	2,7	1,7
catégorie ABC	195 810	209 170	203 620	-2,7	4,0
Cat A hors RSA,Pacea,CEJ,AIJ	77 290	86 180	81 810	-5,1	5,8
Cat ABC hors RSA,Pacea,CEJ,AIJ	163 870	170 210	168 610	-0,9	2,9
Femmes					
catégorie A	48 010	55 260	51 160	-7,4	6,6
catégorie ABC	99 490	105 480	102 630	-2,7	3,2
Moins de 25 ans					
catégorie A	14 510	21 610	17 710	-18,0	22,1
catégorie ABC	25 560	32 510	29 410	-9,5	15,1
50 ans et plus					
catégorie A	28 770	30 840	29 860	-3,2	3,8
catégorie ABC	55 210	56 740	56 230	-0,9	1,8
Demande d'emploi de longue durée ABC					
Effectif	86 280	88 850	90 140	1,5	4,5
poids	44,1	42,5	44,3	1,8	0,2

Source: STMT DARES France Travail, données CVS.

Dans la région comme au niveau national, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi au 2e trimestre 2025 s'accompagne d'une forte hausse des sorties. Ces évolutions sont en grande partie liées à des changements dans les règles de gestion des inscriptions et de l'actualisation. De janvier à avril 2025, Les personnes non indemnisables n'avaient pas besoin de s'actualiser tant qu'elles n'avaient pas signé leur contrat d'engagement. Elles restaient inscrites en catégorie A, même si elles avaient une activité réduite ou ne recherchaient plus activement. Cela a augmenté artificiellement le stock en catégorie A et réduit les sorties. Depuis avril, seules les premières inscriptions bénéficient de l'actualisation automatique. Les autres personnes doivent s'actualiser activement, sinon elles sortent des listes. Les effets sont multiples :

- Une baisse du stock en catégorie A car moins de maintien artificiel par rapport aux mois précédents,
- Une hausse des sorties, notamment pour défaut d'actualisation,
- Une hausse des effectifs en B et C, car les personnes peuvent désormais déclarer leur activité réduite.

L'évolution des règles d'actualisation concerne surtout les jeunes qui n'ont le plus souvent pas suffisamment cotisé pour ouvrir un droit à l'allocation chômage d'aide au retour à l'emploi. La demande d'emploi de catégorie A des moins de 25 ans diminue de 9,5 % pour les catégories ABC et de 18,0 % pour la catégorie A.

Par ailleurs, depuis le mois de juin 2025 à la suite du décret sur les sanctions, les règles concernant la radiation administrative des listes de France Travail évoluent et ont pour effet de réduire les sorties pour ce motif.

Pour le niveau national uniquement, une évolution de la demande d'emploi a été calculée à partir des séries complémentaires (hors bénéficiaires du RSA, et jeunes en CEJ, AIJ, Pacea) qui enlève les effets liés aux modifications concernant l'actualisation et le décret sanction. La demande d'emploi en France augmente ainsi légèrement : +0,2 % en catégorie A et +0,9 % en catégories ABC. Ce sont ces évolutions qui reflètent le mieux la situation

³ Pour en savoir plus : « [Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en Bourgogne-Franche-Comté](#) », DREETS et France Travail Bourgogne-Franche Comté, juillet 2025

conjoncturelle du marché du travail mais elles ne sont pas disponibles à l'échelle régionale et départementale.

POUR EN SAVOIR PLUS

PUBLICATIONS REGIONALES :

- « [L'intérim en Bourgogne-Franche-Comté](#) », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, juin 2025.
- « [Conjoncture de l'emploi en Bourgogne-Franche-Comté](#) », Insee, Urssaf et DREETS Bourgogne-Franche-Comté, juin 2025.
- « [Indicateurs Trimestriels Régionaux : Économie, emploi, marché du travail et politiques d'emploi](#) », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, mai 2025.
- « [Indicateurs Trimestriels Départementaux : Économie, emploi, marché du travail et politiques d'emploi](#) », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, mai 2025.
- « [Fiches territoires](#) », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, mai 2025.
- [Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en Bourgogne-Franche-Comté](#) », DREETS et France Travail Bourgogne-Franche-Comté, juillet 2025.
- [Tableau de bord de la conjoncture Bourgogne-Franche-Comté](#), Insee (emploi, chômage, etc.).
- « [La conjoncture en Bourgogne – Franche-Comté](#) », Tendances régionales, Banque de France, août 2025.

PUBLICATIONS NATIONALES :

- « [Note de conjoncture nationale de l'Insee](#) », Insee.
- [Tableau de bord de la conjoncture](#), Insee (PIB, emploi, chômage, production, etc.).
- « [Chiffres du commerce extérieur](#) » (pour la région et les départements), Direction générale des douanes et des droits indirects :
https://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/Etudes/Brochures/Reg_16.pdf

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Émilie Vivas / Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)
de Bourgogne-Franche-Comté

5 place Jean Cornet

25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr